



Déclaration CGT-SUD, FO ESR, campagne d'emploi 2021 de l'université d'Aix Marseille

Pour nos organisations syndicales (CGT-SUD et FO) la campagne d'emploi 2021 ne répond en rien aux défis auxquels notre université est confrontée et va conduire à une nouvelle détérioration de la vie des personnels, alors que le nombre d'étudiants augmente chaque année dans notre établissement.

En effet la campagne d'emploi présentée au Comité Technique du 11 décembre et au Conseil d'Administration du 15 décembre prévoit le non remplacement de 30% des postes vacants (en moyenne) et voit encore augmenter le nombre de recrutement d'agents non titulaires qui représente déjà 35% des effectifs selon le bilan social 2019 de l'université.

Les conditions de travail et d'étude, déjà profondément touchées par le sous-financement chronique des universités, ont été profondément dégradées du fait de la crise sanitaire. Alors que cette dernière a mis plus que jamais en lumière nos besoins humains et financiers, les non-renouvellements de postes prévus vont faire peser une charge de travail insupportable sur les agents, administratifs et techniques, gestionnaires de scolarité, enseignant.es, au détriment de l'accueil et de l'enseignement des étudiant.es. Quel paradoxe au moment où la Ministre Frédérique Vidal annonce une loi de financement prétendument inédite pour l'ESR ! Quel paradoxe alors que la gouvernance précédente n'a cessé de vanter sa bonne gestion de l'établissement et de s'enorgueillir d'être retenue comme une initiative d'excellence !

Cette politique d'emplois est une nouvelle conséquence des lois LRU et du passage aux RCE réclamés par les présidents d'université et combattus par nos organisations syndicales. Elle illustre que le désengagement de l'Etat est néfaste pour le système universitaire et que la mise en compétition des établissements au travers du PIA qui serait soi-disant profitable à AMU est une illusion. La CGT-SUD et FO refusent donc le vote de la campagne d'emplois qui va conduire notre université à une situation de plus en plus précaire et dégradée, tant pour le personnel que pour les étudiant-es.

Avec l'explosion désormais permise des frais d'inscription pour les étudiant-es étranger-es et les masters à 5 000 € l'année, premières étapes d'une généralisation de la marchandisation du savoir, elle participe à une transformation de notre enseignement supérieur vers le modèle anglo-saxon, profondément inégalitaire.